

de l'investissement. L'OCDE et le GATT devraient continuer de promouvoir la libéralisation de l'investissement. Les banques multilatérales de développement et le FMI devraient exiger la libéralisation de l'investissement dans leurs programmes en Europe centrale et en Europe de l'Est ainsi que dans les pays en développement.

Crédits à l'exportation

32. Nous nous réjouissons des importantes négociations en cours à l'OCDE sur un ensemble équilibré de mesures visant à renforcer les règles et disciplines multilatérales applicables au subventionnement des crédits à l'exportation qui faussent l'aide et les échanges commerciaux. Cet ensemble, auquel on mettra la dernière main au printemps de 1991, devrait permettre de réduire substantiellement, par une meilleure discipline et une plus grande transparence, les distorsions résultant du recours aux crédits publics touchant le commerce et l'aide. Il faut également éviter d'introduire un élément de distorsion des échanges commerciaux dans les apports financiers aux nations d'Europe de l'Est et d'Europe centrale.

Réforme en Europe centrale et en Europe de l'Est

33. Nous applaudissons aux réformes politiques et économiques qui se produisent en Europe centrale et en Europe de l'Est. À la récente réunion de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) tenue à Bonn et grâce à l'accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), les États de la région ont fait leurs principes clés qui sous-tendent les économies de marché. Cela dit, la mise en oeuvre des réformes économiques et politiques varie largement d'un pays à l'autre. Plusieurs ont déjà pris des mesures courageuses et difficiles pour stabiliser leur économie et écourter la transition vers l'économie de marché.

34. Les pays du Sommet et d'autres nations devraient venir en aide aux pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est qui ont pris un ferme engagement en faveur de la réforme économique et politique. Ceux qui fournissent une aide devraient privilégier les pays qui mettent en oeuvre ces réformes.

35. L'investissement privé étranger sera d'une importance vitale pour le développement de l'Europe centrale et de l'Europe de l'Est. Les capitaux privés iront aux pays dont les marchés seront ouverts et où le climat sera favorable à l'investissement. L'amélioration de l'accès aux marchés étrangers pour les exportations des pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est qui libéralisent leur économie sera également importante. Les gouvernements occidentaux peuvent favoriser ce processus par divers moyens, et notamment en concluant des accords de commerce et d'investissement. La récente décision du Comité de coordination pour le contrôle multilatéral des exportations (COCOM) d'assouplir ses restrictions est un développement positif.

36. Nous saluons le travail accompli par la Commission des Communautés européennes en ce qui concerne la coordination, par le Groupe des 24 (G-24), de l'assistance destinée à la Pologne et à la Hongrie. Lancée au Sommet de l'Arche, cette initiative a aidé de façon significative ces pays à jeter les fondements d'une croissance soutenue basée sur les principes du marché. Nous souscrivons à la décision du G-24 d'étendre la coordination de l'assistance à d'autres démocraties naissantes en Europe centrale et en Europe de l'Est, dont la Yougoslavie.

37. Nous reconnaissons que ces pays font face à des problèmes majeurs en ce qui concerne l'assainissement de leur environnement. Il importera d'aider les pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est à élaborer les politiques et à mettre en place l'infrastructure nécessaires pour faire face à leurs problèmes dans ce domaine.

38. Nous nous félicitons en outre des récentes initiatives de coopération régionale (par exemple, dans les domaines du transport et de l'environnement) qui peuvent favoriser le progrès et la stabilité économiques dans la région.

39. Nous nous attendons à ce que la BERD nouvellement créée joue un rôle clé au niveau de la promotion des investissements dans ces pays, qu'elle y facilite la transition ordonnée vers l'économie de marché et qu'elle donne des assises stables à la démocratie. Nous exprimons le voeu que la